

« VOUS ME TRAHISSEZ, MONSIEUR LE DUC D'OTRANTE »

Tout le jeu de Fouché est un jeu à hauts risques. Non seulement il le joue à l'insu de Napoléon, mais l'Europe s'arme et il devient de moins en moins simple de communiquer avec l'extérieur. En partant pour la capitale autrichienne au début du mois d'avril, Dufresne de Saint-Léon avait été obligé de cacher la lettre que lui avait confiée son patron dans la sellette du harnais de l'un des chevaux de sa voiture. Encore ses émissaires arrivent-ils à passer alors que ceux de Napoléon sont systématiquement arrêtés aux frontières. C'est par un moyen similaire qu'à la fin du mois d'avril Metternich dépêche à Paris un courrier secret pour le ministre de la Police. Il est porté par un commis de la maison de banque viennoise Eskelès et Cie sous le couvert d'affaires à traiter avec la banque Perregaux et Laffitte à Paris. Le billet de Metternich est caché dans le pommeau d'une canne – d'autres diront dans le boîtier d'une montre. Avec ce genre de mission, on peut tout imaginer. Ce qui est clair, c'est la teneur du message : « Tout, excepté Bonaparte. » D'après Laffitte, le billet aurait même été signé par trois des plus grands diplomates de Vienne, l'Autrichien Metternich, le Russe Nesselrode et le Prussien Hardenberg, ce qui paraît un peu fort¹. L'agent autrichien voit Fouché secrètement à deux reprises. En général, ce genre de visiteur est prié d'entrer au ministère par une porte discrète de la rue du Bac et de rejoindre l'hôtel du ministre par les jardins qui le prolongent au sud. L'un des buts de sa mission était d'engager Fouché à envoyer promptement un émissaire à Bâle qui pourrait communiquer en toute sécurité avec un homme de confiance du chancelier autrichien, un certain Henri de Werner. C'est là que la machine se grippe. Perregaux, qui s'étonne de la venue d'un agent de la maison Eskelès, soupçonne une mission secrète et en informe Napoléon dont il est

par ailleurs l'un des chambellans. Pasquier y voit là l'expression d'un ressentiment contre les Bourbons, qui ne l'ont pas fait pair de France sous la Première Restauration. Peu importe, Napoléon charge Réal d'arrêter le visiteur, qui, terrorisé, avoue tout. La première réaction du maître est d'arrêter Fouché et de faire saisir ses papiers, puis il se ravise. Il est probable que Napoléon n'était pas plus dupe en 1815 des tractations secrètes de son ministre qu'il ne l'était en 1810. À quelqu'un qui lui faisait remarquer qu'à Gand le roi n'avait pas de ministre de la Police, il aurait répondu : « Eh ! Parbleu, c'est Fouché² ! »

Il devait certainement soupçonner les contacts de ce dernier à Vienne et n'en rien dire avant d'en avoir la preuve et l'occasion. Ses colères, on le sait, sont toujours plus ou moins jouées. Voilà des semaines qu'il le prend régulièrement à partie en plein Conseil. Carnot en a été le témoin : « Vous me trahissez, Monsieur le duc d'Otrante. Vous me trahissez, je le sais, j'en ai les preuves³. » Lavalette aussi l'a entendu le tancer vertement dans son cabinet du palais de l'Élysée où il a fixé sa résidence⁴. Il y eut des menaces, il y eut des réponses restées tout aussi célèbres : « Monsieur le duc d'Otrante, je devrais vous faire pendre. » Et l'autre, imperturbable : « Sire, je ne suis pas de l'avis de Votre Majesté⁵. » Napoléon regrettera à plusieurs reprises, à Sainte-Hélène, de ne pas l'avoir fait fusiller, et pourtant « cet infâme Fouché » restera son ministre jusqu'au bout. Tout le monde s'est interrogé sur cette étrange faiblesse. À bout d'arguments, certains finiront par croire l'ancien conventionnel protégé par ses propres mensonges. Après tout, on finit forcément par s'accommoder de ceux qui trompent tout le monde depuis si longtemps. Comment un traître aussi bien démasqué pouvait-il encore faire des dupes, se demande Carnot. Réponse : « C'est que l'effronterie trompe mieux que l'habileté⁶. » C'est oublier la faiblesse de la position de Napoléon sous les Cent-Jours. C'est oublier aussi son isolement. Je suis persuadé que Fouché tenait Napoléon au courant d'un certain nombre de ses manœuvres, quitte à ne pas tout lui révéler de leurs véritables buts. C'est avec son assentiment qu'en mai il envoie par exemple à Vienne un ancien préfet, le baron de Stassard, chargé de sonder les puissances sur leur réaction au cas où le revenant de l'île d'Elbe abdiquerait en faveur d'une régence sans Marie-Louise, mais au nom de son fils. Napoléon est furieux, ne veut pas recevoir Stassard à son retour, mais il sait très bien ce

qui a conduit ce dernier à Vienne. L'ancien maître de l'Europe en est réduit aux ruses et aux expédients de celui qu'il déteste mais qui lui est malgré tout nécessaire.

Puisque Fouché est le seul à pouvoir communiquer avec Vienne, l'empereur se servira de lui à son insu. C'est bien ce qu'il décide de faire après l'arrestation du commis de la banque Eskelès. Sans rien dire, il imagine d'envoyer à Bâle un émissaire à lui à la place de celui de son ministre. Celui-ci est chargé de surprendre les intentions de Metternich et surtout de défendre la cause de l'Empire affaibli des Cent-Jours en produisant de fausses lettres de Fouché. Tout cela ne sert évidemment à rien et tourne à la parodie d'un mauvais roman policier. À Vienne, comme à Londres et comme à Saint-Pétersbourg, on ne veut pas de Napoléon, plus jamais. Entre deux voyages à Bâle, le ministre de la Police finit évidemment par découvrir le pot aux roses⁷. Il va voir Napoléon, lui raconte toute l'affaire, comme s'il avait oublié de lui parler d'une chose de rien, et trouve la parade qui convient. La lettre que lui a remise l'envoyé de Metternich est un faux, une manœuvre d'intoxication comme il en existe tant, mais puisque l'empereur a relancé la négociation de Bâle, il la poursuivra avec lui⁸. Cela donnera lieu à une lettre hallucinante de Fouché, écrite sous la dictée du maître, à l'intention de Metternich, dans laquelle il vante les mérites de l'Empire et de celui qui l'incarne après avoir passé en revue et rejeté tour à tour toutes les autres solutions possibles pour la France : la régence, la République, le duc d'Orléans, les Bourbons. Mais entre-temps il aura eu soin de faire prévenir Metternich, par M. de Riccé, de son double jeu. Peu de temps après, on lui enverra le billet suivant : « Ne prenez pas la peine de nous écrire. Nous ne croirons rien de ce qui nous viendrait sous votre signature. Envoyez-nous M. Gaillard. [...] Nous croirons tout ce qu'il nous dira. » Et en effet, Gaillard retournera à Gand un peu avant la chute de Napoléon⁹.

On se perdrait presque dans l'imbroglio de toutes ces manœuvres et on finirait par en rire si la situation n'était pas aussi grave. En mai, Napoléon est cruellement isolé. Il sait que la guerre est inévitable, son armée est à peine prête, et pour la première fois de sa vie, il n'est plus le maître chez lui. Le pays n'est pas seulement démoralisé, il lui est en grande partie hostile. Fouché n'a pas besoin de sortir de son ministère pour mesurer le poids des oppositions à son

retour, sinon à sa politique. Ses bulletins de police le lui disent tous les jours. Dans l'Ouest, le Midi, une partie du Centre et du Nord, les oppositions royalistes ne touchent pas seulement les élites, mais une partie du petit peuple des villes et des campagnes. « Le département du Lot-et-Garonne, écrit le préfet d'Agen le 5 avril, était d'un bon esprit sous le gouvernement impérial, mais pendant l'interrègne les administrations se sont efforcées d'exalter toutes les têtes en faveur des Bourbons. Le peuple est devenu royaliste. » Ou encore le préfet de Montpellier le 16 mai : « Le royalisme est l'opinion presque générale de l'Hérault, même des dernières classes¹⁰. » Par ailleurs, nombre de maires restés ou devenus royalistes démissionnent pour ne pas s'occuper des levées des militaires rappelés par un décret du 28 mars. D'autres refusent d'établir les listes des habitants soumis au service des nouvelles gardes nationales réorganisées par un autre décret du 10 avril, quand ils ne les noyautent pas en y intégrant d'anciens volontaires royaux levés à l'occasion du retour de Napoléon. D'autres encore refusent d'agir contre les déserteurs. On ne compte plus les bandes d'insoumis signalées dans les bulletins, dans l'Ouest, le Nord ou le Midi. Partout les gestes d'opposition se multiplient : attroupements hostiles devant les bâtiments publics, cris séditeux, enlèvement des drapeaux tricolores aux clochers des églises, refus des curés de prononcer les prières publiques au nom de Napoléon, rixes avec des militaires bonapartistes, refus de payer l'impôt ou pillage des caisses publiques, circulation de fausses nouvelles ou de proclamations royales. Au sein de certaines administrations, surtout les tribunaux, dans les conseils municipaux de quelques grandes villes comme Toulouse et Marseille, on démissionne en masse pour ne pas avoir à prêter serment à l'usurpateur. Fouché a certainement exagéré tout cela dans ses rapports tout en cherchant sur le terrain à contenir les mécontentements. Il se soucie de l'avenir et ne veut pas que la Révolution recommence.

Si Napoléon lui donne l'ordre, le 17 mai, de lui présenter un rapport sur la mise en état de siège de Marseille et sur le désarmement des gardes nationales de la ville, il aura du mal à obtenir de lui des mesures aussi radicales en Vendée où ont lieu les premiers combats, aux Épesses, au Louroux, en Bretagne autour de Vannes et de Rennes, au début du mois de mai. Dans un rapport du 17 mai, Fouché préconise une fois de plus l'indulgence et déconseille même d'envoyer l'armée en Vendée : « Aucune des mesures employées

jadis par l'anarchie [les Jacobins de 93] ne peut convenir, d'ailleurs V.M. ne veut pas renouveler l'effroi des mesures révolutionnaires. [...] Partout où le pouvoir militaire est en première ligne, il n'y a plus de seconde ligne¹¹. » Le ministre ne voit dans les séditions vendéennes et bretonnes que l'action de quelques chefs égarés et fait tout pour les dissocier du grand soulèvement de 1793. Ces passions-là, juge-t-il avec beaucoup de sagacité, sont bien mortes. On n'en est plus au gouvernement du peuple. L'opinion des citoyens se forme désormais sur celle des gens calmes et sensés : « Aucune classe de la société ne rêve plus aux chimères politiques qu'on poursuivait dans les temps d'enthousiasme et de terreur¹². » Et Fouché en profite au passage pour faire l'apologie de ceux qui, comme lui, sous la Terreur, surent sortir le pays de la fureur des partis et garantir l'indépendance nationale : « La sédition qui se manifeste aujourd'hui, écrit-il encore aux préfets, n'est point, comme l'insurrection de 93, excitée par d'antiques préjugés, des habitudes monarchiques et le fanatisme religieux¹³. » D'ailleurs, s'interroge-t-il avec un brin de perfidie, pourquoi les habitants de l'Ouest se soulèveraient-ils pour la cause des Bourbons alors que ces derniers se sont montrés si peu généreux avec eux à leur retour en 1814 ?

Toute cette rhétorique apaisante déplaît profondément à Napoléon. Mécontent, le maître exige de son ministre des mesures radicales, l'instauration d'une commission militaire destinée à juger tous les insurgés pris les armes à la main, la déportation ou la mise sous surveillance des personnes suspectes¹⁴. On finira par déployer des colonnes mobiles dans quelques départements et par dresser des listes¹⁵. Mais on négociera aussi. Le 23 mai, Fouché envoie à Angers des émissaires à sa main chargés d'obtenir des chefs vendéens, angevins et bretons les termes très modérés d'une pacification générale. Il ne veut plus jamais qu'on se souvienne encore du terroriste qu'il a été sous la Révolution. La guerre civile le gêne et lui nuirait. Sans doute pense-t-il aussi sincèrement qu'on a déjà versé assez de sang comme cela depuis 1793. À la tête de la délégation, il place un homme qu'il connaît bien, un ancien lieutenant de Bourmont qui a déjà travaillé pour lui au début du Consulat, le comte de Malartic. C'est un spécialiste des missions interlopes. Si on obligeait Bonaparte à prendre des mesures de terreur, lui explique-t-il, celui-ci aurait plus de force qu'il ne voudrait